

Colloque CPU : « Que les personnes formées par l'université soient des accélérateurs des transitions »

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Actualité n°218894 - Publié le 02/06/2021 à 11:31
Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 03/06/2021 à 21:23

« Le monde est complexe, aujourd'hui on ne peut plus aborder l'activité économique et les enjeux de travail sans avoir ces sujets de transition et de mutation, et notamment de transition écologique. Je formule même l'espoir que les personnes formées par l'université constituent des accélérateurs et challengent les entreprises, pour pouvoir aller encore plus loin sur ces enjeux où on sait que le temps est compté et qu'il y a beaucoup de choses à faire. »

Imprimer

C'est ce que déclare Marylise Léon, secrétaire générale adjointe de la [CFDT \(Confédération française démocratique du travail\)](#), lors de la table ronde, « La CPU (Conférence des présidents d'université), avec ses partenaires, se tourne vers l'avenir », dans le cadre du colloque des 50 ans de la CPU, le 27/05/2021.

Transition écologique et transition numérique sont deux enjeux qui suscitent l'adhésion des étudiants pour Maëva Tisserand, présidente par intérim du réseau des vice-présidents étudiants des universités : « On le voit, les étudiants s'engagent pour la cause environnementale et pour toutes les transitions écologique, numérique. Le [Reses \(Réseau étudiant pour une société écologique et solidaire\)](#) portait notamment l'objectif de pouvoir inclure l'ensemble des objectifs de développement durable dans les formations et je pense que c'est une vraie question. »

Marie-Christine Oghly, présidente de la commission éducation, formation, compétences du [Medef \(Mouvement des entreprises de France\)](#), partage cet enjeu lié aux transitions : « La transition écologique est également extrêmement importante, puisque les entreprises prennent toutes une orientation beaucoup plus environnementale. (...) Là il y a une véritable orientation que peut prendre l'université sur le numérique et la transition écologique, ce sont des besoins que vont avoir les entreprises. »

Penser les enjeux de formation en lien avec les transitions écologique et numérique

« Mon message c'est que l'on a besoin d'une formation qui combine des connaissances fortes et solides dans des domaines disciplinaires avec une vision plus systémique, où on articule les SHS, les sciences biotechniques, où on a des visions globales des systèmes et des transitions, ça pour moi c'est vraiment une attente forte », dit [Philippe Mauguin](#), président d'[Inrae \(Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement\)](#).

Il souligne deux objectifs pour alimenter une formation qui pense les transitions globalement :

- Permettre d'avoir des jeunes mieux formés pour la recherche de demain ;
- Avoir une capacité à apporter dans les collectivités et dans les entreprises des éléments importants pour réussir les transitions.

Philippe Mauguin juge nécessaire d'avoir une approche systémique, de développer la créativité et de favoriser la prise de risque, en lien avec une sensibilisation à l'entrepreneuriat.

L'université, lieu de formation aux transitions

Pour les participants, l'université est au centre du dispositif de formation dans ce moment lié aux transitions écologique et numérique.

Maëva Tisserand souligne l'opportunité d'être dans des universités avec « des personnes qui sont extrêmement formées sur ces enjeux, qui peuvent nous dispenser une formation et des apprentissages », en rappelant que « nous [les étudiants] sommes moteurs sur le fait d'inculquer de nouvelles pratiques, de nouveaux modes de consommation, de nouvelles visions ».

Formation continue

Marie-Christine Oghly estime que les universités ont un rôle à jouer dans la formation continue, la réorientation et la formation complémentaire selon la représentante du Medef.

[Manuel Tunon de Lara](#), président de la CPU, va dans le même sens, en conclusion des échanges.

« Les étudiants, et pas simplement les jeunes - j'observe un certain nombre de reconvertis des entreprises qui veulent prolonger leurs carrières - veulent avoir des perspectives qui ont du sens et qui ont du sens au jour d'aujourd'hui avec le contexte des transitions.

On change de métier, on doit multiplier les compétences. L'université est un outil formidable pour ça. »

Diplômes ou certifications liés aux développement durable sont-ils nécessaires ?

L'enjeu de faire reconnaître les compétences liées aux transitions par un diplôme ou un certificat fait débat parmi les participants à cette table-ronde :

- Marie-Christine Oghly est en faveur du double diplôme comme un élément possible pour favoriser l'insertion des jeunes dans les entreprises. Selon elle, il permet de mieux répondre aux grands défis en lien avec les transitions numérique et écologique.
- Marylise Léon s'interroge sur la reconnaissance des connaissances et des compétences par les entreprises à « leur juste valeur », notamment pour les cursus universitaires. Elle indique avoir des difficultés à faire reconnaître certains diplômes universitaires, en particulier le doctorat, dans les branches professionnelles.
- Maëva Tisserand est hostile à une reconnaissance spécifique liée au développement durable, en évoquant deux raisons : elle indique que ce n'est pas dans les attentes des étudiants et que les enjeux de développement durable et de transition écologique ne sont pas à déconnecter des formations.

La recherche participative à Inrae (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) : fédérer les publics dans ces transitions

Le cas des transitions par la recherche se présente aussi par les approches dites « participatives ». Philippe Mauguin revient sur plusieurs expérimentations qui ont associé des ONG environnementales, des citoyens engagés pour faire de la collecte de données dans les territoires.

Inrae développe des projets co-construits avec des tiers de la société civile, ce qui induit des contraintes sur les protocoles et objectifs sur les programmes, mais peut être « majeur en termes de transitions », selon Philippe Mauguin.

« Un exemple que je trouve emblématique avec l'Université de Lorraine, c'est le laboratoire 'Tous chercheurs', que l'on a en partage. Il est copiloté par une chercheuse d'Inrae et une enseignante-chercheuse de l'université. Au début, c'était un simple laboratoire, qui s'ouvrait au public puis qui a commencé à se transformer en plateforme pour des recherches participatives avec des citoyens, des jeunes, des étudiants, des collectivités, des entreprises, des créations de start-up. »

L'université : sa place dans le débat citoyen

Pour Mathieu Klein, vice-président de France Urbaine, maire de Nancy et président du Grand Nancy, l'enjeu est de rapprocher l'université du débat public.

« Sur le rôle de l'université dans le débat citoyen, s'il y a un temps qui appelle à la réhabilitation du 'savoir' plutôt que du 'croire', c'est bien le temps que nous vivons aujourd'hui. Nous avons besoin, au moment où nous sentons tous, confusément ou très concrètement, que parfois nos concitoyens peuvent s'échapper, ou laisser échapper leurs imaginaires vers des territoires ou tout se mélange, la croyance, la science, le fantasme, la rumeur, le complotisme, nous avons besoin dans le débat public que l'université, le savoir retrouve sa place. »

Mathieu Klein indique ce qui est selon lui un « paradoxe » entre une volonté de « plus de place pour l'université dans la société, plus d'ouverture, un soutien plus fort des pouvoirs publics à l'enseignement supérieur, mais nous sommes aussi sans arrêt en train de nous battre littéralement contre des thèses farfelues qui sur tous les sujets emblématiques du moment viennent battre en brèche des faits objectivés par notamment la science et l'université. »

Cette vision est partagée par Marylise Léon, qui souligne l'importance de la pluridisciplinarité pour participer au débat citoyen.

« L'université a un rôle à jouer dans les enjeux démocratiques. (...) Je pense que la culture scientifique et la contribution de l'université, par sa capacité à aborder les choses de manière pluridisciplinaire, permettent de poser les bonnes conditions d'un débat public pour avoir une vraie discussion démocratique. (...)

Le débat que l'on a eu sur la crise au moment de la Covid a été une crise axée sur le sanitaire, alors que nous avons demandé un élargissement à un ensemble de sciences sociales pour pouvoir commencer à observer d'un point de vue de la société ce qui était en train de se jouer. Je pense que l'on a un sujet d'articulation des disciplines sur lequel l'université a un vrai atout. »

Le « triangle magique » entre le territoire, l'université et les acteurs économiques

Pour Mathieu Klein, l'attractivité du territoire passe par un « triangle magique » entre le territoire, l'université et les acteurs économiques où chacun doit concourir à une stratégie globale. L'intervention de la collectivité passe notamment par des développements sur :

- l'accession sociale à la propriété,
- la création d'activité économique,
- des investissements générateurs d'emplois qualifiés,
- des stratégies de mobilité,
- une stratégie de formation qui inclut le plurilinguisme dans une région dont le bassin d'emploi est en concurrence avec la Belgique, l'Allemagne et le Luxembourg.

Conférence des présidents d'université (CPU)

Association qui réunit une centaine de membres votant (présidents d'université, directeurs d'écoles normales supérieures, d'INP, d'INSA, administrateurs généraux) et des membres associés.

Elle s'appuie sur l'Amue (Agence de mutualisation des universités et établissements) qui contribue à l'élaboration d'une offre logicielle et à la formation des personnels de l'enseignement supérieur.

Catégorie : Groupement professionnel

Adresse du siège

103 boulevard Saint-Michel
75005 Paris France

[→ Consulter la fiche dans l'annuaire](#)

Fiche n° 1765, créée le 05/05/2014 à 12:19 - Màj le 13/05/2019 à 11:29